PARTIEL ORGANISATION

16 / 12 / 2006

Durée : 2h (Sans documents)

REMARQUE

Il est inutile de répondre à une question en **recopiant le texte**. Il vous est demandé **d'expliquer** les propos à l'aide des connaissances théoriques et outils d'analyse acquis en cours + TD. Merci.

I^o- PARTIE

Texte n°1

« Les opérateurs de téléphonie mobile Orange et Vodaphone sont parvenus le mois dernier à un accord pour utiliser les mêmes antennes relais dans les zones peu denses d'Espagne afin de limiter les coûts d'investissement. Une logique déjà mise en œuvre dans d'autres pays, et notamment en France. Face à des autorités de régulation qui imposent aux opérateurs de couvrir l'ensemble du territoire national, ceux-ci se trouvent conduits à se plier à la logique du monopole naturel pour éviter les surinvestissements. Une preuve de plus que les entreprises savent composer avec les lois de la concurrence quand il le faut ».

Alternatives économiques, p. 22, n°253, Décembre 2006.

Texte n°2

« Les dentistes étrangers établis en France ont porté plainte devant la Commission (européenne). Ils s'estiment discriminés puisque seuls les dentistes français ont le droit de se prévaloir du titre de chirurgien-dentiste ou d'utiliser la formule docteur en chirurgie dentaire. Une entorse à la directive sur la reconnaissance des qualifications professionnelles. Bruxelles a décidé de saisir la Cour de justice de Luxembourg »

Enjeux Les Echos, p. 38, Décembre 2006.

Texte n°3

« En 2001, les laboratoires Hoffman-La Roche ont écopé de 462 millions d'€ d'amende dans l'affaire du « cartel des vitamines ». Des sommes que Bruxelles ne juge pas encore assez dissuasives. A sa demande, la Direction Générale de la Concurrence s'apprête à présenter un nouveau dispositif concernant « les repentis ». Selon un mécanisme copié sur celui en vigueur aux Etats-Unis, l'entreprise membre d'un cartel qui acceptait de dénoncer ses partenaires pouvait espérer une certaine indulgence. Désormais, pour bénéficier de ce régime de faveur, il ne suffira plus d'être le premier à « se mettre à table ». L'exonération de peine sera accordée à l'entreprise qui apporte le maximum de preuves aux juges sur les méfaits de ses complices (...) »

Enjeux Les Echos, p. 38, Décembre 2006.

QUESTIONS : (20 pts)

(5 questions)

- 1- A quel type d'accord renvoie la situation du texte n°1 ?
- 2- Pourquoi pourrait-il y avoir contradiction avec les « lois de la concurrence » évoquées ?
Pour répondre à cette question vous rappellerez les principes de cette « loi ».
- 3- Que faut-il entendre par « monopole naturel » ? Définir, expliquer, donner un autre exemple.
- 4- Analysez le problème économique soulevé dans le texte n°2, la « discrimination » générée par l'exclusivité du titre de chirurgien-dentiste :
 - a. Qualifiez la situation en termes économiques

- b. Analysez-en les conséquences économiques vis-à-vis des dentistes étrangers et des patients.
- 5- Texte n°3 : Qu'est-ce qu'un « cartel » ?
 - 6- Pourquoi est-il nécessaire d'empêcher et de punir cette situation ?
 - 7- De quels outils disposent certains Etats pour réguler cette situation ?
-

II°- PARTIE

Texte 4 *Coopération fiscale*

« En attendant une probable communautarisation des questions fiscales, la Commission (Européenne) proposera des solutions à la carte pour améliorer la coopération fiscale entre les Etats membres. En particulier, une communication pour aider les 25 (pays de l'Union Européenne) à lutter contre les montages fiscaux mis en œuvre par les grandes entreprises pour échapper à l'impôt devrait être bientôt publiée ».

Enjeux Les Echos, p. 38, Décembre 2006.

QUESTIONS (10pts)

- 1- Expliquez par quelle technique les entreprises « échappent » à l'impôt (2 méthodes) ; proposez une démonstration chiffrée.
 - 2- Quels sont les problèmes économiques entre Etats générés par ces « techniques »?
 - 3- Que devrait faire la Commission pour obtenir la « communautarisation des questions fiscales » ?
 - 4- Que faudrait-il modifier aussi à l'échelle mondiale ?
-

III°- PARTIE

Texte 5 *SUEZ - Gaz de France (GDF)*

« La fusion entre Suez et GDF n'aura pas lieu avant la fin de l'année. Pourtant, ce qui semblait être le principal obstacle à l'opération a été levé le mois dernier : la Commission Européenne a donné son feu vert au rapprochement, moyennant une liste importante d'actifs à céder par chacune des deux entreprises. Confrontée à la nécessité de construire des champions européens afin d'améliorer la sécurité énergétique de l'Union (Européenne), la Commission n'a donc pas fait le choix d'interdire la fusion au nom de la concurrence (...). »

Alternatives économiques, p. 20, n°253, Décembre 2006.

QUESTIONS (10pts)

- 1- Définir la « fusion » et dire son intérêt économique pour une entreprise. Dans la situation du texte quel peut être l'objectif économique de cette fusion ?
- 2- Techniquement, comment peut-on procéder pour réaliser cette opération d'acquisition (méthode juridique et financière) ?
- 3- Structure : établir le schéma de la structure d'un groupe (avec les divers éléments de sa composition).
- 4- Organisation Quel type d'organisation interne un groupe doit-il adopter pour une efficacité optimale ?